|  |
| --- |
| Rodrigue JEAN  [1974]  Classes sociales et sous-développement en Haïti  Collection “Études haïtiennes”  **LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES** CHICOUTIMI, QUÉBEC <http://classiques.uqac.ca/> |



<http://classiques.uqac.ca/>

*Les Classiques des sciences sociales* est une bibliothèque numérique en libre accès développée en partenariat avec l’Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.



<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

**Politique d'utilisation  
de la bibliothèque des Classiques**

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l’autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.

- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue

Fondateur et Président-directeur général,

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi

Courriel: [jean-marie\_tremblay@uqac.ca](mailto:jean-marie_tremblay@uqac.ca)

Site web pédagogique : <http://jmt-sociologue.uqac.ca/>

à partir du texte de :

Rodrigue JEAN

**Classes sociales et sous-développement en Haïti.**

Éditions québécoises, 1974, 80 pp. Préface de Léandre Bergeron, historien.

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 16 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

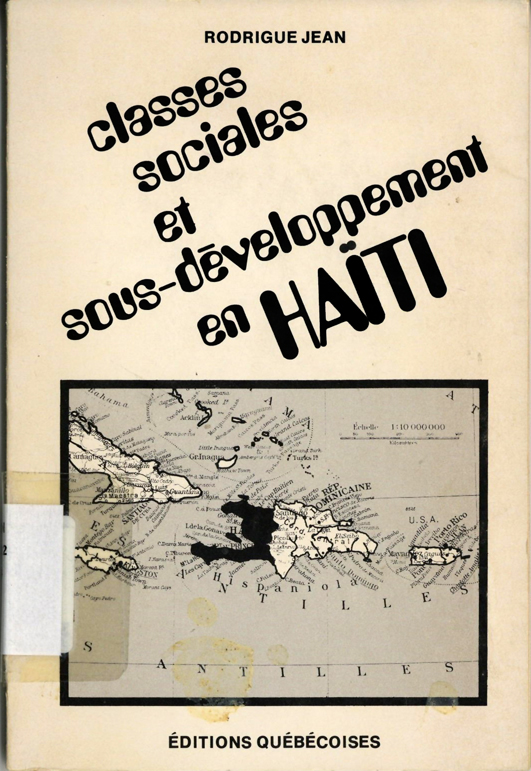
Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5’’ x 11’’.

Édition numérique réalisée le 4 décembre 2021 à Chicoutimi, Québec.

fait_sur_mac

Rodrigue JEAN

Classes sociales  
et sous-développement en Haïti



Éditions québécoises, 1974, 80 pp. Préface de Léandre Bergeron, historien.

**Classes sociales et sous-développement en Haïti**

Quatrième de couverture

[Retour à la table des matières](#tdm)

Haïti,

pays dominé, comme le Québec,  
par l’impérialisme américain.

Haïti,

pays en voie de sous-développement  
grâce à l’impérialisme américain.

Haïti,

pays à libérer.

**Note pour la version numérique** : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l’édition papier numérisée.

[1]

Rodrigue JEAN

CLASSES SOCIALES ET  
SOUS-DEVELOPPEMENT  
EN HAITI

ÉDITIONS QUÉBÉCOISES

[2]

copyright de l'auteur, 1974

[79]

**Classes sociales et sous-développement en Haïti**

Table des matières

[Quatrième de couverture](#Classes_soc_Haiti_couverture)

[Préface](#Classes_soc_Haiti_preface) [3]

[Généralités et quelques faits marquants](#Classes_soc_Haiti_00_generalites) [7]

Domination économique [13]

Paysans [17

Causes de notre retard économique [19]

Culture [22]

Situation de l’enseignement et éléments de solution [24]

Bourgeoisie [30]

Classe ouvrière [35]

Petite Bourgeoisie [36]

Schéma [40]

Avant-garde [42]

Préjugé de couleur [43]

Amérindien [44]

Esclaves affranchis [45]

Révolution française [47]

Marronnage [48]

Semi-féodalisme [49]

Etape louverturienne [50]

Indépendance [51]

[80]

Aide extérieure [53]

Occupation américaine [60]

Cadastre [61]

Crise [63]

Tableau [64]

Duvalier [66]

Gauche [68]

Stratégie socialiste [68]

Violence [69]

[Liste des chefs d’État](#Classes_soc_Haiti_liste_chef_Etat) [73]

[Références bibliographiques](#Classes_soc_Haiti_biblio) [75]

[3]

**Classes sociales et sous-développement en Haïti**

PRÉFACE

[Retour à la table des matières](#tdm)

Le monstre impérialiste américain étend ses tentacules sur tous les continents. Les îles des Antilles ne sont pas épargnées. Haïti, qui partage une île avec la République Dominicaine, subit depuis la fin du siècle dernier la ventouse impérialiste qui lui suce le meilleur de ses ressources naturelles avec la complicité de rois-nègres qui nous rappellent à nous, Québécois, le chapelet de premiers ministres de la province de Québec depuis la Confédération. Même si, ici, nous avons la couverture de la démocratie bourgeoise pour masquer la dictature impérialiste, notre situation est semblable en plusieurs points à celle de Haiti qu’on se comptait trop facilement à qualifier de féodal et d’arriéré.

Ce petit livre d’un Haïtien installé au Québec devrait nous permettre de chasser de vieux clichés et de constater comment il faut plus que jamais que les peuples opprimés se comprennent, se parlent et sentent entre eux la solidarité indispensable à la destruction de l’impérialisme.

Léandre BERGERON

[4]

[5]

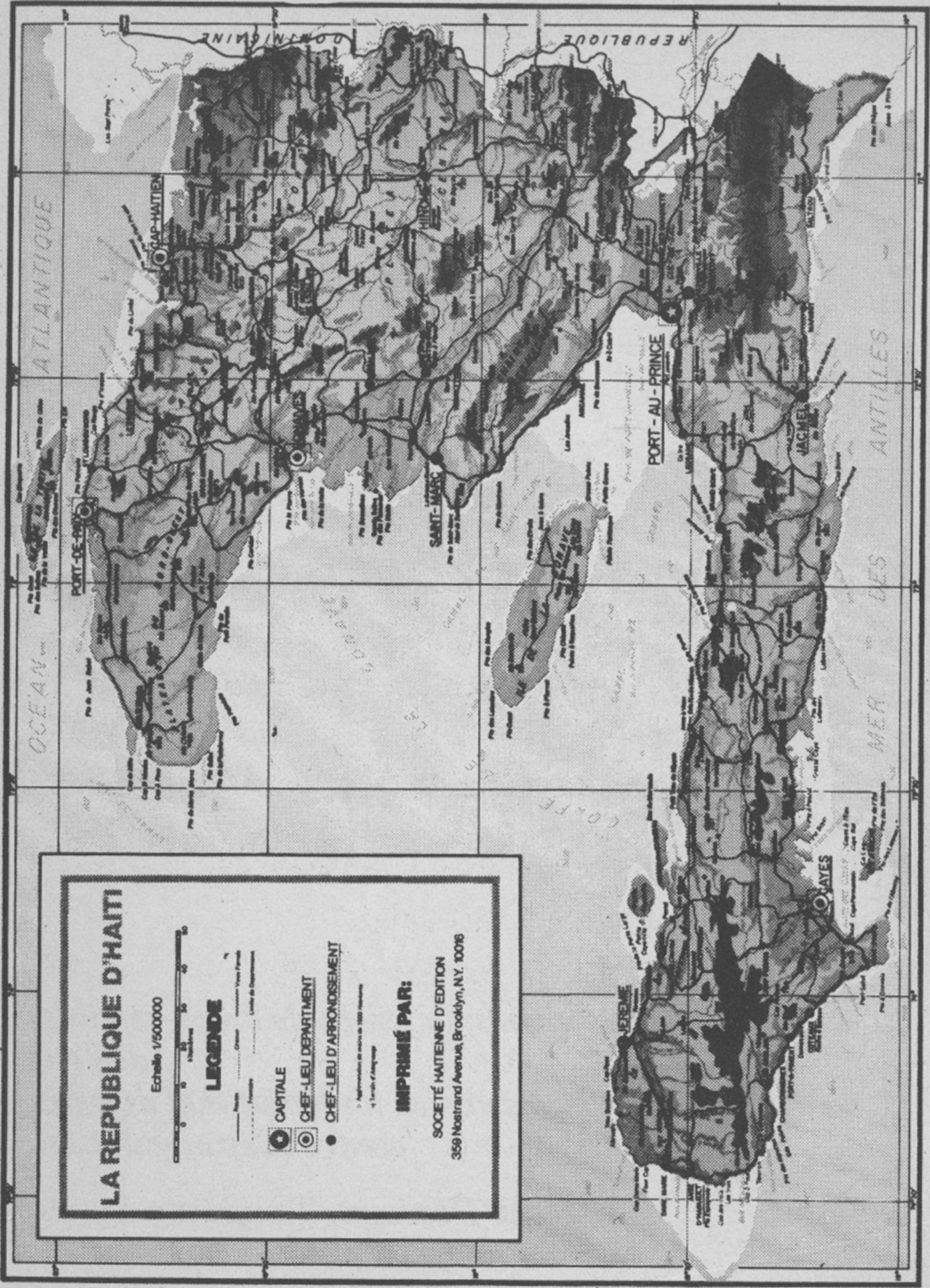
À tous ceux qui luttent pour une Haïti démocratique et prospère.

Nous vivons un temps de loups-atteints-de-rage

Nous vivons un temps mal défendu contre la strangulation.

René Dépestre, *Temps des Loups*

[6]

[6]

[7]

**Classes sociales et sous-développement en Haïti**

Généralités  
et quelques faits  
marquants

[Retour à la table des matières](#tdm)

|  |  |
| --- | --- |
| Superficie totale | 28 000 km2s |
| Population en millions d’habitants (1971) | 4.970.000 |
| Produit intérieur brut (1968) en $ américains | 404 millions |
| Estimation du produit brut (1968) par habitant | $86.00 |
| Taux de mortalité (1971) pour 1.000 habitants | 19.7% |
| Taux de natalité (1965-70) | 43.9% |
| Espérance de vie à la naissance | 32 ans |
| Taux d’accroissement annuel (1963-71) | 2% |
| Monnaie nationale : la gourde | 0.2 dollar ($1 = 5 gourdes). |
| Taux d’analphabétisme de l’ordre de | 80-85% |
| Consommation quotidienne de calories | 1800 |
| Principaux fournisseurs de produits ouvrés | États-Unis, 60% ; Canada, République Fédérale Allemande |
| [8] |  |
| Principaux clients | États-Unis, 50% ; France, Belgique |
| Port-au-Prince (la capitale) | 500,000 habitants |

|  |  |
| --- | --- |
| 1492 | Découverte de l’Île (Hispaniola) par Christophe Colomb pour le compte de l’Espagne. La colonisation espagnole, axée sur l’exploitation minière, entraina l’extermination de plus d’un million d’amérindiens. |
| 1503 | Importation des premiers noirs dans Plie en tant que main-d’oeuvre servile. Le commerce et le transport des esclaves bénéficia de l’autorisation des souverains d’Espagne, Isabelle la catholique et Ferdinand d’Aragon. |
| 1625 | Début de la colonisation française par les aventuriers. Ils réclamèrent leur part du pillage colonial en rançonnant les navires espagnols qui passaient par les Antilles. La présence de ces aventuriers donna donc lieu à des rivalités intercolonialistes. |
| 1697 | Traité de Risjwick : l’Espagne céda à la France le tiers occidental de l’Île. |
| 1700 | Développement prodigieux de Saint-Domingue. Aggravation des contradictions sociales. 40.000 blancs exploitent 500.000 esclaves. |
| 1791 | Soulèvement général des esclaves. |
| 1795 | Traité de Bâle : toute la partie occidentale de Pile passe sous l’autorité de la France. |

[9]

|  |  |
| --- | --- |
| 1801 | Toussaint Louverture, un noir né en 1743 au Haut du Cap, promulgue une constitution, étape importante dans la lutte pour l’émancipation. Comparativement au sort réservé à la grande majorité de ses congénères, cet homme (qui vécut longtemps dans la servitude) avait joui d’un statut privilégié : esclave de case (attaché à la maison du maître), il put apprendre, grâce à son parrain, un vieux noir lettré, le français, le latin, le dessin. Il avait même lu les “Commentaires de César et l’Histoire des Indes Occidentales de l’abbé Raynald”. Il appartenait à cette catégorie d’hommes qui enthousiasment les foules, et possédait un leadership charismatique. |
| Septembre 1804 | Dessalines se fait acclamer empereur sous le nom de Jacques Ier. |
| Octobre 1806 | Assassinat de Dessalines au Pont-Rouge. |
| 1806-1820 | Interrègne Christophe-Pétion. |
| Février 1822 | Boyer, leur successeur, réalise l’unité politique de l’Île (Haïti-Dominicanie). Pendant 21 ans, toute l’Ile est soumise à son autorité. |
| 1838 | Boyer accepte de verser 60 millions de francs à la France afin qu’elle reconnaisse officiellement notre indépendance. Ce geste du chef de l’État choque profondément le peuple haïtien. |

[10]

|  |  |
| --- | --- |
| Révolution de 1843 | Mouvement insurrectionnel qui prépare le renversement de Boyer. |
| 1844-1847 | Trois gouvernements de doublure se succèdent : Guerrier, Pierrot et Riché. |
| Août 1848 | Soulouque se fait conférer le titre d’empereur sous le nom de Faustin 1er. |
| Janvier 1859 | Rétablissement de la République et accession de Geffrard au pouvoir. |
| Janvier 1870 | Exécution de Salnave. En raison de ses idées ultra-démocratiques, il n’a jamais reçu le soutien de la “bourgeoisie traditionnelle’’. |
| 1870-1915 | Pénétration du capital étranger. D’abord lente, ensuite massive. Gouvernements faibles, impuissants, incapables de toute innovation, de toute réforme de structure. Instabilité économique (problèmes de faim, de logement, de maladie etc...), insécurité politique (guerre civile, anarchie, tuerie etc...). Situation de crise grave. |
| 1915-1934 | Occupation américaine d’Haïti. Réforme du système parlementaire selon le modèle de la “démocratie représentative”. Fin des régimes militaires (exception faite de la période de Magloire 1950-1956). |

[11]

|  |  |
| --- | --- |
| Septembre 1957 | Élection de François Duvalier. |
| Juin 1964 | Proclamation de la “Présidence à vie”. |
| 1971 | Mort de François Duvalier et son remplacement par son Fils Jean-Claude. |

[12]

[13]

*— De quoi vous plaignez-vous ?*

— Nous ne sommes pas libres, ou du moins nous jouissons d’une liberté toute relative, d’une liberté illusoire, ayant toujours vécu dans une société qui, sur le plan des objectifs et des besoins économico-politiques, n’a jamais été définie par nous. Invariablement, nous avions été soumis aux intérêts des classes dominantes des pays impérialistes : d’abord, l’Espagne ; ensuite, la France ; et aujourd’hui, les États-Unis. Quant à ces derniers, ils ont organisé l’économie haïtienne de façon à y asseoir leur domination. En effet, nous exportons aux États-Unis 50% de nos ressources destinées au commerce extérieur, soit le café, le cuivre, la bauxite, le sisal et le sucre de canne. En revanche, plus de 60% des produits que nous consommons (tissus de coton, farine, automobiles, produits pétroliers etc...) provient de l’industrie américaine. Nos autres fournisseurs sont le Canada, la République Fédérale Allemande et Curaçao.

[14]

*— Dites donc, nous sommes dans une situation de subordination totale ?*

— C’est exact. Quant au secteur de transformation couvrant les besoins du marché domestique (textile, meubles, chaussures, vêtements etc...), il est faiblement équipé et repose sur l’exploitation de la main-d’oeuvre à bon marché (d’autant plus abondante en Haïti que l’agriculture n’y est guère florissante). Ce secteur aussi est, en majeure partie, contrôlé par des Américains d’origine anglo-saxonne, syrienne, égyptienne, libanaise, italienne, cubaine et française. De plus, le grand tourisme est pratiquement américain ; la monnaie nationale, la gourde, est liée rigidement au dollar. Quant aux secteurs dynamiques de l’économie (banques, transports, communications etc...), ils sont contrôlés, eux aussi, par des capitaux étrangers, notamment américains. Cette domination économique se traduit, sur le plan politique, par une ingérence tantôt subtile, tantôt ouverte du Secrétariat d’État américain dans les affaires internes de notre pays. Et, sur le plan culturel, par une pénétration lente mais sure de l’AMÉRICANISME dans nos murs. Du point de vue du contenu, la RADIO, le CINÉMA, la TÉLÉVISION ainsi que les journaux sont à plus de 50% américains. Imperceptiblement, nous assimilons normes, valeurs et pratiques des Américains. Progressivement, ils détruisent notre personnalité, notre âme. Socio-culturellement, nous sommes [15] traumatisés. Georges Grant [[1]](#footnote-1), dans une étude sur les corporations multinationales, soutient que “l’entreprise capitaliste et le libéralisme vont de pair... et que le libéralisme est le moyen par lequel les cultures sont homogénéisées et... qu’au coeur du libéralisme moderne se situe le désir d’homogénéiser le monde. Aujourd’hui, les sciences sociales et naturelles se développent consciemment pour atteindre cette fin”.

*— À en croire ce que vous venez de dire, notre indépendance se serait ramené à une large autonomie interne. Mais qui doit-on blâmer ?*

— Les élites politiques et économiques qui - alliées aux forces étrangères - nous maintiennent sur notre propre territoire dans des structures de subordination. De fait, c’est l’alliance entre le pouvoir et l’avoir qui empêche le développement d’Haïti. D’abord, la législation fiscale haïtienne se montre fort complaisante à l’égard des trusts internationaux : ces derniers fixent eux-mêmes leurs redevances, déterminent leur rythme de production et exportent tranquillement leurs bénéfices. Indifférents à nos conditions de vie infra-humaines, fermés également à nos aspirations, à nos traditions, ils se comportent de façon quasi autonome, selon leurs propres lois qui sont celles de la plus-value, du profit. De plus, [16] ces entreprises étrangères reçoivent des subsides directs ou indirects : exonérations fiscales, franchise douanière, mise à bas prix de nos matières premières, concessions minières, forestières et pétrolifères. L’État garantit aussi le calme de l’environnement social en interdisant toute forme d’action politique, en corrompant les éléments les plus avancés, les plus conscients de la société. Un poste dans la Fonction publique haïtienne suffit amplement pour annihiler toute volonté de changement. Ceux qui refusent de céder sur leur position sont simplement absorbés. Mais ce qui est encore plus important et qu’il convient de signaler, c’est qu’en Haïti le politicien est souvent commerçant ou usurier, s’il n’est pas propriétaire terrien. Dans un tel contexte, nos gouvernants deviennent l’instrument de la domination étrangère sur notre pays, le rouage de notre exploitation.

L’économie haïtienne n’est pas seulement dominée, elle est aussi désarticulée. Le cultivateur, le seul élément producteur de cette société semi-féodale, se laisse spolier par un latifundiste-absentéiste qui exploite son domaine sous forme de rente, de fermage ou de métayage. Les rapports de production entre les cultivateurs et lui s’établissent dans un climat de paternalisme rigoureux, de dépersonnalisation.

Exception faite des fermiers et des métayers, les cultivateurs haïtiens vivent dans des conditions [17] voisines de la misère. Prisonniers d’une structure vétuste de production, coupés de la “civilisation” six jours sur sept, insérés dans un réseau de relations sociales ne dépassant pas les frontières de la commune [[2]](#footnote-2), ils n’ont de valeur qu’en tant que “force de travail”. N’ayant à leur disposition aucun crédit [[3]](#footnote-3) pouvant les aider à améliorer leurs instruments et méthodes de production, bon nombre de nos cultivateurs se voient forcés d’émigrer vers la capitale à la recherche d’emplois plus lucratifs. Mais pure illusion ! Car transportés dans la vie urbaine, ces cultivateurs ne tardent pas à devenir la clientèle sûre de la bourgeoisie sous une autre forme : la domesticité. Ceux d’entre eux qui n’arrivent pas à se placer se font filous, mendiants, portefaix. Ces millions de sous-prolétaires souffrent de malnutrition, habitent des maisons insalubres et sont souvent la proie des formes aliénantes de la religiosité.

Ayant toujours vécu sous la protection permanente et sourcilleuse de l’État, le clergé indigène, en effet, n’a jamais pu contribuer de façon positive à l’éveil d’une conscience sociale en Haïti. Au contraire, il s’est servi de l’évangile pour perpétuer l’ignorance dans l’esprit des masses [18] tant urbaines que rurales. Comme l’armée et l’administration, le clergé catholique a été conçu pour assurer le maintien au pouvoir de la minorité possédante. Nous y retrouvons plus de prêtres étrangers qu’autochtones : sur 416 séculiers, 180 sont Français, 34 Canadiens, 26 Américains, 37 Belges et 113 Haïtiens [[4]](#footnote-4). Ces chiffres prouvent éloquemment que l’action missionnaire est un autre moyen qu’utilise le capitalisme international pour affermir sa domination sur Haïti.

La situation économique de notre pays est tellement critique que nous pouvons y observer une régression constante au lieu de la stagnation caractéristique des “nations prolétaires”. L’accroissement de la population n’entraîne pas une augmentation proportionnelle du nombre des écoles et des hôpitaux. Le taux de sous-alimentation atteint 70%. La production et l’exportation du café, du sisal et du sucre de canne sont à la baisse. Entretemps s’introduit dans toutes les sphères de l’activité nationale un chômage de plus en plus chronique : sur trois cents habitants un seul travaille, ou plutôt travaillotte. Ce qui explique la désertion ou plutôt l’émigration de nos cadres vers le Canada et les États-Unis, c’est moins l’insécurité politique que le caractère permanent du chômage dans notre pays. Mais si nous [19] sommes le pays le plus pauvre, le plus arriéré en Amérique latine, c’est parce que nous n’exerçons aucun contrôle sur l’accumulation du capital étranger ; si notre structure industrielle est déficiente, c’est précisément parce que nous sommes dominés par le pouvoir étranger. Cette domination étrangère qui est de l’ordre de 99.9% provoque un développement anarchique, non fonctionnel. Elle spécialise Haïti dans l’industrie légère (aliments et boissons, textiles et vêtements). Autrement dit, la domination étrangère, ou si vous préférez, l’impérialisme, se contente de développer les secteurs lui permettant de drainer le maximum de profits de notre pays.

C’est donc la base économique du développement qui fait défaut, c’est-à-dire l’industrie lourde (produits chimiques, produits métalliques, matériel de transport, machinerie etc...). Essentielle à la fabrication des autres produits, l’industrie lourde fournit plus de valeur et plus d’emplois ; mais cette industrie échappe à Haïti parce que les capitalistes étrangers investissent très peu dans ce secteur. Une autre conséquence de la domination extérieure est le développement inégal des régions et des villes : la plupart des institutions politiques, sociales, culturelles, économiques et financières sont installées dans la région de Port-au-Prince. Ce phénomène de centralisation hypertrophie dans ce centre l’activité au détriment du reste du pays. Or, seule une [20] politique gouvernementale consciente serait en mesure de contrer une telle orientation.

Plutôt que de chercher à abêtir les masses en faisant miroiter à leurs yeux des promesses fallacieuses et chimériques, l’État devrait s’appliquer à harnacher l’épargne, la compétence et l’initiative de chacun pour en faire le moteur de la mutation économique. Et l’une des tâches importantes de notre intelligentsia consisterait à déterminer les mécanismes d’intervention, de participation de l’État dans l’action économique. Mais celui-ci ne pourra assumer efficacement sa fonction de maître d’œuvre que si sont éliminés de leur situation privilégiée les capitaux étrangers qui justement contribuent à maintenir Haïti dans cet état de dépendance qui est le sien. Au fond, nous sommes sortis de l’oppression, de l’esclavage que pour les retrouver. Et si nous ne prenons pas les mesures les plus promptes, les plus énergiques ; si nous persistons à nous installer dans la peur, tenez pour assuré que nous n’arriverons jamais à écraser ce système archaïque qu’est le semi-féodalisme. Si nous voulons éviter la dilapidation de notre sous-sol riche d’or, d’argent, de cuivre, de fer, d’antimoine, de souffre, de houille, d’étain, de porphyre et autres, nous devons faire sauter les structures vétustes de la formation sociale haïtienne. Trois compagnies étrangères exploitent actuellement la bauxite, le cuivre, la lignite et [21] le manganèse. Nous nommons Reynolds Mining Corporation, Ciment d’Haïti et Seden-S.A. Une disposition éclairée serait la création d’une société haïtienne d’investigation minière et pétrolière. Elle aurait pour mission de prospecter et d’exploiter nos ressources naturelles (mines et hydrocarbures bruts, liquides ou gazeux). Ceux qui seraient appelés à gérer cette société seraient choisis pour leur compétence technique et administrative, leur indifférence aux intrigues politiques et leur dévouement aux intérêts permanents et généraux de la collectivité.

Revenons maintenant à nos conditions économiques et sociales qui présentent des signes évidents de dépérissement. Outre ceux déjà mentionnés, il convient de retenir l’analphabétisme qui prend des proportions alarmantes. Infime est le nombre de nos compatriotes qui parviennent au terme de leurs études universitaires. Et plus infime encore est le nombre de ceux qui acquièrent un haut niveau de qualification technique. En outre, de nombreux étudiants, des centaines de lycéens ainsi que des milliers d’élèves du primaire sont semés en chemin. En un mot, plus de 80% de la population est analphabète. Or, la scolarisation généralisée est l’une des conditions essentielles du progrès, comme vous le savez.

À quelque niveau que nous l’envisagions, notre système d’enseignement représente un barrage social. Il étouffe la créativité, bâillonne les aptitudes [22] particulières : nos jeunes ne sont que des réceptacles. Pour devenir “civilisés”, nous avons dû nous mettre à étudier, à penser, à sentir et à raisonner suivant des schèmes mentaux français. Nos outils pédagogiques (manuels et méthodes) ne reflètent pas nos préoccupations, notre vécu : les modèles qu’on propose à notre imitation sont des modèles français. Nos écoles primaires et secondaires, nos maisons d’enseignement supérieur sont des copies conformes des établissements correspondants français. Cela, il faut bien le clamer ; car les occidentaux n’imaginent pas combien nous souffrons de pas être nous-mêmes ! Ne vous méprenez pas : nous n’avons rien contre la culture française mais...

*— Mais, vous ri êtes pas d’accord avec ceux qui considèrent Haïti comme une sous-culture française.*

— Certes pas. Car ce ne sont pas les traits et les pratiques d’une minorité qui déterminent le comportement, le tempérament d’un peuple ou la culture d’un groupe ethnique. Du reste, l’occidentalisme dont témoigne notre “élite pensante” est une excroissance, un vernis : comme le paysan, l’intellectuel de chez nous est aussi catholique que vaudouisant [[5]](#footnote-5). Ce syncrétisme religieux [23] est typiquement haïtien. Et quand nous parlons de culture haïtienne, nous nous référons à la manifestation globale de notre âme collective. Tous ceux qu’on appelle haïtiens, qu’ils soient ignorants ou instruits, sont nés dans un milieu géographique dont ils partagent les normes et les valeurs. Autrement dit, les Haïtiens ont une conscience de leur espace, de leur histoire passée, présente et future ; en un mot, de tout ce qui, institutionnellement et vitalement, représente leur environnement et leur temps. C’est cela la culture dans le sens où nous l’entendons.

Ainsi comprise, la culture doit être vivante. Et la mission primordiale de ce qu’il est convenu d’appeler l’élite pensante serait d’en assurer le dynamisme.

Or, dans un pays comme Haïti où l’esprit d’initiative n’est pas entretenu, la politique se présente comme la voie la plus sure et la plus rapide pour atteindre la fortune. Qui de notre intelligentsia n’a pas songé, un moment, à la possibilité de se faire nommer - pardon - élire député ou de décrocher un portefeuille ministériel ? “La politique ! mais on ne s’occupe que de ça ; on met et on [24] voit ça dans tout et partout ; on ne respire que ça ; on ne vit que de ça et ça c’est tout”. [[6]](#footnote-6)

Si, sur le plan strictement civilisationnel, nous sommes immatures ; si notre moisson artistique, littéraire et scientifique est qualitativement et quantitativement pauvre ; bref, si notre culture est anémiée, c’est parce que notre élite intellectuelle se fait complice du pouvoir. Elle remplit, dans le domaine des idées, le rôle assigné aux forces policières dans le domaine de la violence physique. Cette tâche, il faut le préciser, occupe un nombre considérable de nos intellectuels mais non l’ensemble.

Quelques chiffres qui aideront à mieux comprendre la détérioration de l’enseignement en Haïti.

AUGMENTATION DU TAUX  
D’ANALPHABÉTISME CHEZ LES  
PLUS DE 15 ANS [[7]](#footnote-7)

|  |  |
| --- | --- |
| 1957 | 80% |
| 1969 | 86% |

[25]

BAISSE DU TAUX DE SCOLARISATION [[8]](#footnote-8)  
ENFANTS DE 5 À 19 ANS

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| ANNÉES | SCOLARISABLES | SCOLARISÉS | % |
| 1960-1961 | 1.000.000 | 249.000 | 24.9 |
| 1962-1963 | 1.466.000 | 283.934 | 19.2 |
| 1963-1964 | 1.573.000 | 277.569 | 17.6 |
| 1964-1965 | 1.665.000 | 286.095 | 17.1 |
| 1966-1967 | 1.802.000 | 330.113 | 16.6 |

Comme vous pouvez le constater, la population scolarisée qui, en 1960, représentait le quart (249,000) de la population scolarisable est tombée en 1967 à 16.65%, soit 330.113 enfants. Ce chiffre constitue l’effectif de nos écoles primaires tant urbaines que rurales, de nos écoles secondaires, de nos écoles professionnelles ainsi que de nos écoles normales.

Ce qui étonne le plus, c’est la situation dégradante de l’école rurale dans un pays où l’activité première est l’agriculture. En effet, un enfant sur sept fréquentait l’école en 1957 ; la proportion est passée, en 1967, à un sur onze, soit 113,060 élèves sur une population scolarisable de 1.151,753 [[9]](#footnote-9). Ces élèves travaillent dans des locaux exigus, surpeuplés (60 par classe) et fonctionnent sous la conduite d’enseignants [26] dont une minorité seulement possède une formation adéquate.

Cet affaiblissement de l’école rurale se retrouve aussi dans les autres secteurs de l’éducation : très peu d’écoles secondaires sont construites, alors que la population étudiante s’est accrue considérablement. Le nombre d’écoles professionnelles, déjà très minime, a diminué. L’université qui en 1964 accueillait 2094 étudiants, n’en comptait quatre ans plus tard que 1542. Incapacité, impuissance, routine, aucune innovation au plan des fins et des moyens, voilà l’école haïtienne.

NOMBRE D’ÉCOLES SECONDAIRES [[10]](#footnote-10)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 1960 | 73 | 15.095 élèves |
| 1969 | 75 | 21.006 élèves |

NOMBRE D’ÉCOLES PROFESSIONNELLES [[11]](#footnote-11)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 1960 | 17 | 3387 élèves |
| 1967 | 16 | 4277 élèves |

*— Alors quelles actions concrètes faut-il poser ?*

— Vous voulez dire dans une perspective d’immédiateté ? D’abord une adaptation des programmes faite non pas par des technocrates, mais [27] par ceux qui vivent et connaissent les problèmes et qui sont pénétrés de la pertinence de la mutation. Et ici nous faisons allusion aux professeurs. Notre enseignement ne doit plus s’accrocher au passé ; il doit s’inspirer du concret actuel. Des textes de Jean-Price Mars, d’Emmanuel-C. Paul ne feraient-ils pas réfléchir aussi bien que ceux de Montesquieu, de Xénophon ou de Sénèque, dont nous ne saisissons le sens qu’au prix de détours historiques souvent scabreux ? Le programme de l’enseignement transformé pourrait comporter : un enseignement fondamental groupant les disciplines de l’expression, les sciences exactes, les sciences de l’homme et les disciplines de synthèse (éducation religieuse ou morale, éducation sexuelle, initiation à la vie politique, économique, etc...) ; un enseignement optionnel offrant des cours d’approfondissement dans des matières qui intéressent plus particulièrement certains groupes d’élèves (sociologie, économie, arts, cultures anciennes, etc.) et, enfin, les activités équilibrantes englobant les activités socio-culturelles, les techniques d’expression artistique et sportive.

2) Favoriser un recyclage réaliste du corps enseignant. Il appartient à la direction générale de l’éducation nationale d’organiser intelligemment un tel recyclage. Auparavant, une campagne de sensibilisation quant à la nécessité de se [28] perfectionner, de se réorienter doit être entreprise à l’échelle nationale.

3) Que le “diplôme” ne soit pas le critère exclusif d’accessibilité aux études avancées ; dans certaines sphères de la connaissance, l’expérience se révèle une base tout aussi valable.

4) Démocratiser l’école. Que non seulement l’élève doive fréquenter l’école jusqu’à un certain âge (en principe, cela se fait déjà), mais qu’il puisse y travailler dans des conditions qui valorisent ses aptitudes. De plus, l’élève doit bénéficier de la gratuité absolue du matériel scolaire.

5) Utiliser des méthodes et du matériel modernes. Car ce qui est en cause, ce n’est pas seulement le caractère suranné du savoir, c’est aussi la façon dont il est transmis.

6) Modifier la structure du pouvoir à l’école. À l’heure actuelle, c’est le directeur qui fixe les objectifs d’une année scolaire et en contrôle l’exécution : la pédagogie et l’administration relèvent de sa juridiction. Ce modèle qui exclut la participation effective des parents et des élèves à la gestion scolaire, médiatise les rapports entre dominés et dominants, justifie, d’une part l’ostracisme dans lequel les couches populaires sont maintenues et, d’autre part, légitime la division bourgeoisie-masse. Quant à nous, nous sommes en faveur d’une gestion associative.

[29]

7) Notre enseignement fondé sur les “humanités” a négligé, à l’âge industriel, les branches techniques du savoir, alors que la puissance économique est la base du pouvoir politique. S’impose donc une revalorisation des options techniques et des matières commerciales.

Finalement, passer d’un budget de subsistance à un budget d’existence. En fait, il s’agit de donner à chacun (l’enseignant dont il faut augmenter le traitement), mais aussi à chaque école (équipement technique, matériel didactique, et...) des moyens d’agir, des moyens suffisants.

ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES (en gourdes)  
POUR L’ANNÉE 73-74 [[12]](#footnote-12)

|  |  |
| --- | --- |
| SECTEURS | MONTANT |
| Intérieur et Défense nationale | 39.939.805.00 |
| Education Nationale | 20.415.929.65 |
| Santé publique | 22.273.037.48 |
| Agriculture | 13.670.741.00 |
| Travaux publics | 11.289.120.00 |

Comme vous l’avez remarqué, les milieux gouvernementaux estiment que les secteurs à vocation socio-économique sont moins importants que le secteur de la défense. Cela surprend d’autant plus qu’Haïti est un pays agricole à [30] 80%, un pays qui n’est l’objet d’aucune menace extérieure. Etrange, n’est-ce pas ?

*— Vous paraissez jusqu’ici réduire la société haïtienne à une opposition irréductible entre deux blocs ; d’un côté, une classe minoritaire - la classe capitaliste qui confisque la chose publique à son profit ; de l’autre, une masse amorphe, ancrée dans le traditionalisme, qui n’a pas encore pris conscience de ce que signifie le pouvoir de décision, qui mène une vie de dépendance absolue et qui se laisse tromper facilement par le verbalisme des politiciens. Il semble que le paysage social haïtien ne puisse pas être circonscrit dans un antagonisme entre nantis et démunis. Car il existe aussi - ce que vous semblez ignorer - dans notre société un ensemble d’individus qui, en raison de leurs activités sociales, de leur comportement psychologique et de leur niveau de vie se rapprochent et se distinguent tout à la fois de la masse des laissés pour compte (paysans, ouvriers, etc. ) et des magnats de la politique, de la finance, du commerce, de la terre et de l’industrie.*

— C’est vrai ce que vous dites, mais examinons cela de plus près.

La structure économique haïtienne présente un chevauchement spécifique des modes de production capitaliste et féodal (latifundisme, paternalisme, [31] rentabilité, métayage, initiative privée etc...). Notons qu’il s’agit, ici, d’un capitalisme agraire, plutôt marchand qu’industriel. Si nous tenons compte des critères sus-indiqués, nous pouvons en dégager la configuration sociale suivante : primo, les bourgeois. Ils ne sont pas homogènes : certains sont propriétaires terriens, d’autres industriels. D’aucuns possèdent de grands commerces, d’autres s’adonnent à la spéculation financière et aux prêts usuraires. Toutes ces catégories forment ce qu’on appelle les “couches privilégiées’’. Décrivons-en quelques-unes.

D’abord, la bourgeoisie commerciale qui vit des affaires d’export-import. Elle est le canal de transmission de nos produits agricoles (le café surtout) et de nos matières premières vers les États-Unis, la Belgique, l’Italie et les Pays-Bas. Elle exploite abusivement la paysannerie en achetant à vil prix les denrées d’exportation.

La bourgeoisie commerciale agit aussi comme importatrice des biens de consommation destinés aux couches aisées et privilégiées de la société. Les énormes profits que réalise la bourgeoisie commerciale ne reviennent pas au peuple, mais vont grossir les caisses des banques étrangères. Cette bourgeoisie n’a jamais cherché à définir les industries désirables dans l’économie haïtienne ni les moyens à prendre pour [32] favoriser leur éclosion. C’est ce que nous indique ce tableau [[13]](#footnote-13).

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Importations | Biens de consommation | Bien d’équipement |
| % | 85 | 15 |

Une autre catégorie sociale non moins importance est celle qu’on désigne faussement sous le vocable de bourgeoisie technocratique et professionnelle. Elle assume la fonction du savoir dans notre société. Elle ne possède pas le pouvoir ; mais elle est l’expression du pouvoir de la classe dominante, de la bourgeoisie agro-exportatrice. Ses membres (hauts fonctionnaires, cadres professionnels à revenu élevé etc..) ne sont pas à proprement parler des bourgeois, mais ils sont la conscience du système instauré par ces derniers. C’est, en effet, à la “bourgeoisie” (nous devrions dire à la petite bourgeoisie) technocratique et professionnelle qu’est dévolue la tâche non seulement d’organiser la société, mais encore d’assimiler les éléments éclairés issus des classes infortunées.

Viennent, enfin, les propriétaires fonciers qui sont quantitativement insignifiants, mais qui détiennent environ 67% du fond agraire national, évalué à 965,892 carreaux [[14]](#footnote-14). Ces propriétaires [33] fonciers sont contre toute réforme agraire qui ne renforcerait pas leurs privilèges, qui ne consoliderait pas davantage leur emprise sur la population paysanne. En d’autres mots, ils ne sont nullement disposés à laisser scier la branche sur laquelle ils sont assis. Car ce serait leur enlever le pouvoir, le double pouvoir : économique et politique.

L’outil de spoliation du paysan est la rente qui emprunte tantôt la forme d’une allocation de services (le paysan entretient la plantation du propriétaire foncier qui, en contrepartie, lui accorde la jouissance d’une parcelle de terre ou prend la responsabilité de le nourrir pour un certain temps. C’est ce qu’on appelle la corvée dans les campagnes haïtiennes), tantôt celle d’une compensation en nature (en échange de l’exploitation d’un lopin de terre, le paysan verse au propriétaire foncier la moitié de la récolte. D’où le nom de “de moitié” donné aux métayers). De plus, le paysan vit dans un état d’incertitude constant. Il ne sait pas au juste pour combien de temps il jouit de la terre qu’il cultive. N’étant protégé par aucune loi, le propriétaire peut à tout moment changer les clauses du contrat établi généralement de façon verbale.

La bourgeoisie agro-exportatrice n’est toutefois pas la seule catégorie sociale à acculer les paysans à la pauvreté. Il y a aussi les usuriers qui leur prêtent de l’argent à des taux [34] exorbitants ; il y a également les négociants qui leur revendent, à des prix scandaleux, des produits manufacturés ; il y a, enfin, l’État, qui, par ses mesures fiscales (impôt foncier, impôt sur le cheptel, droits de succession, taxes d’irrigation etc...) se révèle impitoyable à leur égard.

Inique, tragique même est donc la situation imposée à la paysannerie. Et la théorie voulant que la structure agraire soit à dominance minifundiste est fausse. [[15]](#footnote-15) En voici la preuve.

Superficie possédée par les paysans et les propriétaires  
en % du total [[16]](#footnote-16)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Groupe d’exploitations selon les dimensions de la superficie possédée (en carreaux) un carreau = 1 1/3 ha. environ | | Nombre d’exploitations en % du total | Superficie agricole possédée, en % du fond agraire |
| Jusqu’à 2 | 2 | 69,275 | 10,2 |
| 2 à 10 | 10 | 29,55 | 23,18 |
| plus de 10 | 10 | 1,15 | 66,62 |

|  |  |
| --- | --- |
| Propriétaires fonciers (plus de 10 carreaux) | |
| % du total des exploitations | % du fond agraire |
| 1,15  Petite paysannerie jusqu’à 2 carr. | 66,62 |
| 69,275 | 10, 2 |

[35]

Voilà pour la bourgeoisie dont la caractéristique fondamentale est d’être dépendante et anti-nationale. Maintenant, les classes populaires incluant les ouvriers urbains et agricoles, la paysannerie dont les petits exploitants, et enfin le sous-prolétariat urbain et rural.

Existe-t-il, en Haïti, une classe ouvrière homogène, numériquement forte et ayant une conscience claire de son identité sociale ? Non. Tout ce que nous avons, ce sont des salariés, dispersés ça et là dans les secteurs de l’alimentation, de la construction, de la chaussure, du textile, du tabac, du vêtement etc. Au fond, ce qui a retardé le développement de la “classe ouvrière”, c’est l’orientation plutôt marchande qu’industrielle de la bourgeoisie haïtienne au lendemain de l’indépendance. La faiblesse de la “classe ouvrière” est aussi attribuable à l’impuissance du mouvement syndical - devenu dès l’accession au pouvoir des Duvalier - un appendice de l’appareil d’État, dépourvu de toute autonomie d’action. Les ouvriers haïtiens sont loin du militantisme des mineurs chiliens et boliviens. Les grèves qu’ils ont déclenchées jusqu’à ce jour n’ont pas modifié leurs conditions matérielles d’existence : le salaire minimum obligatoire de $1.00 n’est pas respecté. La condition ouvrière est d’autant plus critique que les campagnes déversent sur la capitale leur flot de chômeurs. Ajoutons à cela la hausse vertigineuse du coût de la vie : les produits de base (lait, oeufs, pois, petit mil, riz, maïs moulu, [36] bananes etc...) coûtent cinq fois plus cher ; quant aux loyers, ils sont inabordables. Le manque de données chiffrées nous empêche de fournir le nombre exact d’ouvriers travaillant actuellement dans les industries de transformation qui se sont installées en Haïti ces derniers temps. Cependant, on dénombrait en 1950, 83,866 ouvriers (industries extractives et manufacturières), soit 5.6% de la population active.

Entre le sommet et la base se meut la petite bourgeoisie (certains diraient les classes moyennes) dont les prolongements socio-politiques sont équivoques. Les éléments qui la composent (les membres des professions libérales et les fonctionnaires à revenu moyen ou faible, les employés de commerce et les petits entrepreneurs ou propriétaires) participent, à des degrés divers, à l’exploitation des masses laborieuses (paysans, ouvriers). Ils ne sont pas producteurs de plus-value (exception faite des petits indépendants), mais leur travail est nécessaire à l’extorsion de la plus-value.

Nous regrettons de ne pouvoir dans le cadre restreint de cette étude nous livrer à une description plus poussée des différents groupes formant la petite bourgeoisie. Toutefois, nous nous arrêtons sur quelques uns d’entre eux.

Envisageons pour l’instant le cas des enseignants. Ils sont exposés à l’appauvrissement croissant. Leur pouvoir d’achat baisse au rythme de la hausse des prix, car leur salaire demeure [37] inchangé. Quant aux professeurs de l’enseignement privé, ils chôment trois mois sur douze. C’est à peine si leur salaire de famine leur permet de subsister pendant la saison des grandes vacances. Bref, les enseignants du primaire et du secondaire sont les prolétaires des professions libérales.

Les journalistes qui prêtent leur concours aux grands quotidiens et qui sont les véritables animateurs des salles de rédaction le font par amour ou par habitude. Ceux qui parviennent à réaliser cent gourdes par semaine sont fort peu nombreux et nous pouvons les considérer comme faisant partie de “l’élite journalistique”.

La quasi totalité des avocats sont sans cause, car les affaires juridiques se règlent autrement. Pour échapper à la pauvreté, ils se font ordinairement maîtres d’école, parfois journalistes.

La plupart des architectes sont sans contrat ; les médecins et les dentistes sont sans installation, par conséquent clientèle pauvre.

Un certain nombre de ces éléments qui se sont enrichis en exerçant leur profession ou, la plupart du temps, en prostituant leur talent, forment justement ce qu’il convient d’appeler la petite bourgeoisie technocratique et professionnelle.

Les artistes-peintres, les sculpteurs vendent leurs œuvres à des prix dérisoires aux propriétaires de magasins touristiques qui réalisent des bénéfices plantureux, du cinq cents pour cent (500%).

[38]

Pour ce qui est des chauffeurs de taxis et de camionnettes, leurs conditions économiques sont aussi pitoyables que celles des catégories sociales sus-mentionnées. Car, après quinze à dix-huit heures de travail, ils gagnent entre dix et quinze gourdes par jour, et cela pendant la bonne saison. Autrement dit, au cours de neuf longs mois ces chauffeurs de taxis et de camionnettes dont le rôle est vital pour la collectivité, semblent être condamnés à travailler pour enrichir les grandes compagnies pétrolières (Shell, Texaco, Esso, Sainclair).

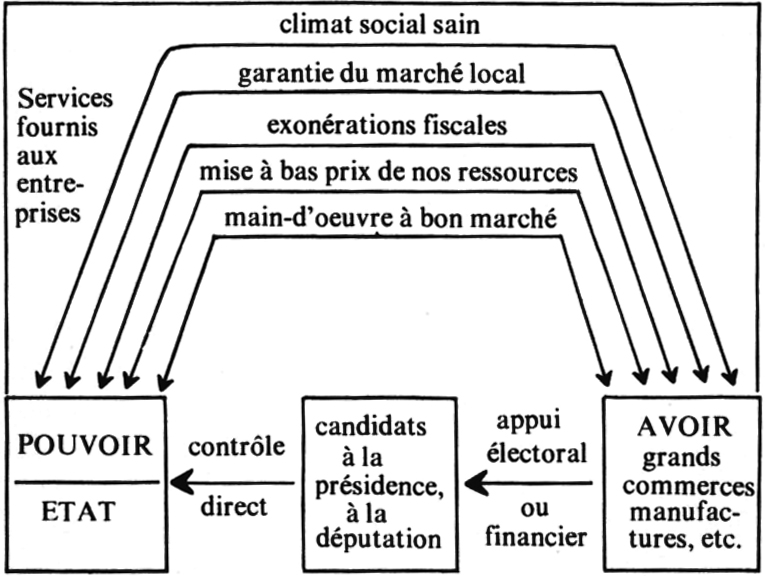
Sociologiquement, la petite bourgeoisie se décompose en deux strates distinctes : la rétrograde et la dynamique. La première - la rétrograde - est plus nombreuse que la dynamique et numériquement inférieure aux classes populaires.

Au plan strictement politique, les représentants de l’aile rétrograde sont fortement conservateurs. En d’autres termes, ils affichent une peur viscérale du changement. Aussi appuient-ils toujours la minorité au pouvoir. Coupés des masses, ils éprouvent un sentiment de crainte qui se transforme vite en une conviction que tout changement menaçant les avantages existants jouerait contre l’intérêt national. Naïveté, diriez-vous ? Non. Mystification, rétorquerions-nous. Car, ne retenant de la démocratie que son penchant à démagogie, les membres de l’aile rétrograde de la petite bourgeoisie ne sont loyaux qu’à l’endroit de ceux [39] qui contribuent à satisfaire leurs intérêts particuliers. Bref, ce sont des colonisateurs internes.

Au point de vue social, ces éléments ont le goût inné du compromis : ils veulent le progrès mais à condition qu’il ne bouscule pas leurs droits acquis. Ils veulent qu’on ait l’ambition de s’élever à leur niveau, mais ils tolèrent mal qu’on désire se hisser au-dessus d’eux. Les membres de l’aile rétrograde - nous y sommes encore - aspirent à l’embourgeoisement (au sens sociologique du terme) et ils prennent tous les moyens pour y parvenir. Les procédés les plus nocifs, entre autres la calomnie et la médisance, ne sont pas négligés dans la course à l’aisance. Plus ils avancent vers la conquête d’une stabilité économique, plus ils cherchent à se détacher de leurs origines sociales. En outre, ils sont présomptueux, pleins d’eux-mêmes. Qui pis est, ils s’imaginent être versés dans toutes les branches du savoir humain. L’instruction constitue pour eux un facteur important de leur assise sociale : le simple cours secondaire les autorise à se croire qualifiés ou compétents pour occuper certains postes clés de l’administration publique.

Économiquement, les membres de la petite bourgeoisie sont unanimes dans leur refus de se laisser prolétariser. Leur revenu de travail, d’ailleurs instable, se situe entre quarante et deux cents dollars par mois. Ne disposant pas d’une base économique solide, la petite bourgeoisie ne peut aucunement modifier le procès de production dont [40] la bourgeoisie agro-exportatrice définit l’orientation.

Contrairement aux membres de l’aile corrompue de la petite bourgeoisie qui renient leur passé, ceux de l’aile dynamique, en revanche, restent très attachés à leur groupe social d’origine et sont mêmes conscients de leurs tâches économiques. Mais ils ont toujours été gênés dans leur mouvement par les partisans du statu quo. Dessalines, Salnave, Leconte ont été renversés ou, s’il faut lâcher le mot, assassinés parce qu’ils n’ont pas voulu céder sur leur position.



Ce que nous déplorons, c’est l’absence de statistiques suffisantes pour étayer ces considérations qui sont pourtant irréfutables. Mais nous [41] pouvons dégager, à l’aide d’un schéma, quelques unes des liaisons qu’entretiennent le pouvoir (l’État), et l’avoir (entreprises manufacturières, grands commerces...).

Seuls des hommes idéologiquement et moralement motivés, bien équipés intellectuellement et rompus à une dialectique efficace peuvent affronte cette coalition.



*— Vous semblez exclure les ouvriers, les paysans qui sont pourtant de véritables proscrits, de la lutte contre le semi-colonialisme, le semi-féodalisme et le sous-développement aggravé.*

[42]

— Au contraire. L’impulsion au changement doit être envisagée dans une perspective populaire. Il appartient aux travailleurs, à la “base” de faire la révolution économique. Toutefois, vous admettez qu’elle est politiquement inorganisée et, de ce fait, ne peut avoir de prise directe sur les décisions réelles, les décisions économiques. Pour structurer la lutte, pour amener la population à s’y identifier et à prendre conscience de la force potentielle que lui confère le nombre ; pour lui communiquer une vision du monde à construire, il faut des hommes politiquement engagés et cultivant à un haut degré le sens de la responsabilité sociale. Ces derniers ne seront pas attelés à une besogne déterminée ; leur rôle sera multiple et varié : mobiliser les ressources humaines, informer, démystifier, animer, creuser, catalyser. Car ce qu’il convient d’inventer, ce n’est pas seulement un État moderne, mais une société fondamentalement haïtienne, un milieu de vie pour une collectivité désireuse de prospérer dans toute la force du terme. Dans l’atteinte de cet idéal, la présence d’animateurs de développement, d’intellectuels-sans-classe s’avère indispensable. Avec eux, hommes et femmes de toute nuance épidermique apprendront la valeur - pour s’imposer dans le monde - de l’organisation, de la discipline et de la coopération. Hors de cette voie, il ne peut y avoir pour les masses que de nouvelles déceptions, de nouvelles mystifications au profit d’une nouvelle bourgeoisie.

[43]

*— Notre passé colonial nous a laissé un héritage grevé de tares dont la plus pernicieuse demeure sans conteste le préjugé de couleur. Dans un tel contexte, nous ne voyons pas comment peut se réaliser cette politique de l’espoir. En termes plus simples, le préjugé de couleur ne constituerait-il pas une entrave à l’élaboration de tout programme de développement autonome ?*

— Plus maintenant. De toute façon, le préjugé de couleur n’a jamais pris vraiment racine dans le milieu haïtien, dans les traditions sociales haïtiennes. Ce fait s’explique en raison même de la composition ethnique de notre pays : 95% de noirs et 5% de mulâtres. En Haïti, le préjugé de couleur est un sophisme dont se servaient les bourgeois (noirs et mulâtres) pour maintenir leur emprise sur les masses haïtiennes. Une brève analyse du processus de formation historico-ethnique de notre société saura le démontrer.

La colonisation de l’Amérique, fraîchement découverte (1492), a imposé une certaine orientation aux agents de transformation. Un nouveau système économique s’implanta à Saint-Domingue : au communisme primitif des amérindiens qui furent éliminés dès l’arrivée des premiers colons, se substituèrent l’esclavagisme et, son corollaire obligé, la grande propriété. L’historien Etienne Charlier donne une idée, dans son ouvrage sur la “Formation historique de la Nation haïtienne”, de l’effondrement brutal de la [44] commune primitive en Haïti. Comme l’écrit Fernando Ortiz : “Mettre l’indien dans les mines, le soumettre à ces travaux sévères, monotones et malsains, l’arrachant à ses coutumes tribales, à ses rites religieux, ce n’était pas seulement enchaîner ses muscles, mais aussi détruire son sens de la communauté. [[17]](#footnote-17) Cette désintégration inhumaine du monde amérindien des Antilles était, somme toute, imputable à sa faiblesse technique.

Le successeur de l’amérindien (en tant que main-d’oeuvre) ne fut pas le noir, mais le blanc. Toutefois, l’expérience tentée avec celui-ci devait s’avérer difficile et surtout coûteuse. C’est alors qu’on décida de s’attaquer à l’Afrique : le travail des noirs étant le meilleur et le moins cher. Ainsi, le racisme fut une rationalisation tardive pour justifier un fait économique : l’esclavage massif.

À mesure que se développa l’économie minière et sucrière de Saint-Domingue, les conditions de travail devinrent de plus en plus barbares : l’esclave devait travailler du matin jusqu’au soir, souvent même la nuit. De plus, sa nourriture était déficiente et son logement insalubre. Non seulement l’esclave appartenait au maître, mais son bien aussi était aliénable. Cet esclavage ne fut, pourtant, pas un obstacle aux relations sexuelles entre blancs et négresses. De leur [45] symbiose naquit le mulâtre, échantillon d’humanité dont les caractéristiques somatiques, anatomiques et mentales tenaient de ses deux géniteurs. Il reste entendu, cependant, que la progéniture de toute union illégitime était rejetée dans la servitude. Voilà pourquoi dans la classe des esclaves on rencontra une quantité considérable de mulâtres. Selon Hannibal Price, ces derniers étaient au moins 17,000 à la veille de la révolution [[18]](#footnote-18). Ceux des mulâtres qui n’avaient pas connu les horreurs de l’asservissement - joints aux noirs libres - formèrent une catégorie sociale communément appelée affranchis. Par leur multiplication, les avantages économiques dont ils surent intelligemment tirer profit, certains d’entre eux arrivaient à occuper une position sociale élevée : possesseurs de terres et d’esclaves, ils partageaient avec les “grands blancs” les intérêts du système esclavagiste.

Cette espèce d’hommes, souligne le Colonel Nemours, commence à remplir la colonie, et c’est le plus grand des abus de la voir, devenue sans cesse plus nombreuse au milieu, l’emporter souvent sur eux (les blancs) par l’opulence et la richesse. Dans une révolution, ils (les affranchis) secoueraient les premiers un joug qui leur pèse d’autant plus qu’ils sont riches, qu’ils prennent l’habitude d’avoir des blancs à leurs gages”. [[19]](#footnote-19) [46] Donc, aux yeux des planteurs blancs, l’essor économique des planteurs affranchis constituait une menace à leur hégémonie politique. C’est à ce moment-là qu’ils ont décidé de jouer à fond la carte raciste ou de l’incapacité congénitale du noir. “À Saint-Domingue, écrit Hillard d’Auberteuil, [[20]](#footnote-20) l’intérêt et la sûreté veulent que nous accablions la classe des noirs d’un si grand mépris, que quiconque en descend jusqu’à la sixième génération soit couvert d’une tâche ineffaçable”. Voyez-vous, le colon blanc ne s’embarrasse pas de scrupules moraux. Pour préserver les situations acquises, tous les moyens sont bons, dussent-ils paralyser l’ordre social sur lequel repose sa sécurité. Les mesures restrictives (interdiction de recevoir des donations, d’entrer dans les milices, de se réunir sous prétexte de noces, de festivals, de porter des noms réservés aux blancs etc...) qui furent imposées aux affranchis, s’inscrivent dans cet esprit. L’intransigeance des “grands blancs” les obligera plus tard à prendre parti pour l’abolition de l’esclavage.

Entre les propriétaires déchirés par des dissensions internes et les esclaves, vivait une population tenue pour inférieure, qui comprenait les blancs et les affranchis de condition modeste. D’aucuns étaient gérants d’habitations, d’autres [47] exerçaient les métiers artisanaux des villes. Ils aspiraient tous à devenir propriétaires. Après l’indépendance (1804), nous les retrouvons disséminés dans toutes les classes de la jeune nation. Même s’ils se détestaient, même s’ils se vouaient une haine implacable, les blancs et les affranchis s’entendaient sur un point : la consolidation de l’esclavagisme.

Mais voici qu’en France avait éclaté la révolution. Celle-ci brisa la structure vétuste de la société française, et l’on a vu se développer le capitalisme libéral, où tout homme est libre d’appliquer son travail où il le veut, selon les moyens qu’il a de le faire ; où tout homme, détenteur de capitaux, est libre de les faire fructifier de la façon dont il l’entend. Les idées philanthropiques véhiculées par cette révolution allaient être non la cause mais l’accélérateur idéologique du mouvement pour l’indépendance haïtienne. Car le système esclavagiste se trouvait déjà en état de décomposition quand se déclencha la révolution française.

D’abord, de 1722 à 1769, les “grands blancs” ont affiché des tendances nettement autonomistes à l’égard de la métropole. D’ailleurs, ils voyaient dans le mouvement révolutionnaire de 89 la possibilité de raffermir leurs intérêts de colons et d’affirmer leur racisme calculateur. En d’autres termes, ils s’estimeraient déliés de la métropole, si la monarchie qui en fut le symbole venait à disparaître.

[48]

Parallèlement au projet séparatiste des planteurs blancs sévissait dans la colonie le marronnage des esclaves. Ces derniers, pour échapper à l’enfer de l’atelier, aux durs travaux que leur imposait l’avidité des colons, forgèrent une longue histoire : de 1522 à 1786, huit mouvements de révolte dirigés par eux, spontanés, plus instinctifs que politiques évidemment, mais annonciateurs.

*— Plus haut, vous disiez...*

— ...que la révolution française avait occasionné à Saint-Domingue une série d’événements politico-sociaux à la faveur desquels émergea Toussaint Louverture. Politique avisé, stratège habile, il transforma des bandes d’esclaves exaspérés en une armée disciplinée, combina l’offensive militaire et le compromis passager, jouait des espagnols contre les français, des républicains contre les royalistes et obtint de la Convention, le 4 février 1794, l’abolition de l’esclavage.

Commandant en chef des paroisses de Saint-Domingue, Toussaint combattait, de 1793 à 1799, tous ceux qui tentaient de basculer dans la contre-révolution (les anciens libres de la Province du Sud, dirigée par le général André Rigaud ; les Espagnols occupant la partie est de l’Ile). En 1801, il promulgua une constitution qui, sur le plan politique, fait de lui le gouverneur à vie de Saint-Domingue. Sur le plan économique, cette constitution marque la rupture [49] du pacte colonial (établissement des relations diplomatiques et commerciales avec d’autres pays) et l’implantation du semi-féodalisme. Les anciens esclaves sont devenus des cultivateurs sur les grandes propriétés. Ils travaillent durement moyennant un salaire en espèce : le quart (1/4 des revenus de l’habitation. Eux qui rêvaient pourtant de posséder leur portion de terre. Plusieurs officiers supérieurs de l’armée (des noirs) deviennent, certes, propriétaires des plantations abandonnées par les blancs. Nonobstant, il reste encore des blancs qui exploitent de nombreuses habitations.

Sur ces entrefaites, l’échiquier politique de la métropole a été bouleversé. En juillet 1794, le révolutionnaire français, Robespierre, est assassiné. La moyenne bourgeoisie artisanale, jugée maintenant trop radicale, est chassée du pouvoir par la bourgeoisie bancaire. Napoléon Bonaparte, qui se saisit du pouvoir par le coup d’État du 10 novembre 1799, vient raffermir la position de cette bourgeoisie bancaire. En 1802, la guerre entre la France et l’Angleterre a cessé. Les colons (blancs et mulâtres) vaincus par Louverture, et réfugiés en France, réclament leurs propriétés séquestrées ; les commerçants français demandent le rétablissement des rapports coloniaux grâce auxquels ils s’enrichissaient. Pour leur donner satisfaction et aussi étouffer dans les autres possessions françaises toute velléité d’insurrection. Napoléon organisa [50] contre le nouvel État noir une formidable expédition militaire commandée par son beau-frère, Leclerc. Après des mois de luttes héroïques dans l’Ouest et le Nord (car le Sud s’était livré sans coup férir), Toussaint capitula. Arrêté pour trahison et déporté en France, il mourut neuf mois plus tard (7 avril 1803).

L’étape louverturienne, pour avoir appris aux “nouveaux libres” l’importance de la vigilance révolutionnaire, pour leur avoir insufflé le sens de la solidarité et surtout pour les avoir aidés à conquérir leur liberté, a été extrêmement positive. Mais elle comporte aussi des lacunes dont la confusion idéologique entretenue par Toussaint lui-même. Son attitude face à l’expédition était vraiment équivoque : d’une part, il disait de résister ou mourir ; d’autre part, il recommandait d’obéir. Il parlait de dignité humaine, de liberté d’expression et, en même temps, il faisait fusiller Moïse (un des principaux lieutenants) parce que celui-ci avait conçu un idéal d’indépendance diamétralement opposé au sien.

Alors que Toussaint encourageait la grande propriété (aucune vente n’était permise en deçà de 50 carreaux), Moïse, lui, croyait que pour sauvegarder la liberté chèrement acquise il fallait distribuer les plantations en lots aux cultivateurs. Ce qui aurait pour effet de fortifier chez eux le sentiment d’appartenance à une partie, la leur.

Loin de faire sombrer noirs et mulâtres dans [51] l’apathie et le désespoir, la déportation de Toussaint a redoublé leur ardeur et les a unis. Cette union sera, d’ailleurs, le facteur essentiel de leur victoire ; c’est elle qui permettra aux combattants d’arracher leur indépendance.

Dessalines, Christophe, Pétion ainsi que leurs compagnons d’armes continuent le combat, assaillant de toutes parts les troupes expéditionnaires, les forçant à occuper un territoire toujours plus réduit. Mais pour vaincre, il ne suffit pas de vouloir lutter. Il faut un objectif clair pour mobiliser les masses et une stratégie commune. À cette fin, un congrès réunissant les officiers cantonnés dans les divers coins de l’île se tient à l’Arcahaie, le 18 mai 1803, sous la gouverne de Dessalines. De cette confrontation idéologique sort le mot d’ordre suivant : le sol doit appartenir aux indigènes. Un drapeau est né, une nation aussi.

Quelque mois plus tard, soit le 29 novembre 1803, l’ennemi capitula et, dix jours après, Dessalines annonça l’indépendance du pays : “Au nom des noirs et des hommes de couleur, l’indépendance de Saint-Domingue est proclamée. Rendus à notre dignité primitive, nous jurons de ne jamais céder devant aucune puissance de la terre...” Toutefois ce n’est que le 1er janvier 1804 que Haïti proclame officiellement son indépendance [[21]](#footnote-21). La victoire sur les [52] forces de droite est complète : en moins de deux ans, l’armée française a perdu cinquante mille hommes. Ceux que les balles, les canons, les coutelas avaient épargnés furent emportés par la fièvre jaune.

Mais l’autonomie politique sans le support économique est un leurre. Dessalines le sait. Aussi entreprend-il d’édifier une structure économique efficiente en faisant de l’État le seul propriétaire des terres délaissées par les colons. En effet, dans la constitution impériale de 1805, nous lisons : “Toute propriété qui aura ci-devant appartenu à un blanc français est incontestablement et de droit confisquée au profit de l’État” (art. 12). Manquant de cadres administratifs compétents, Dessalines se voit contraint d’affermer ces terres à des généraux, à des officiers. Il fait construire dans chaque ville des magasins pour entreposer les denrées des domaines affermés. Ces denrées sont vendues à des négociants qui, eux, les transforment.

*— Que fait le gouvernement de l’argent qu’il accumule ?*

— Il l’investit dans l’équipement technique et militaire de la nation (instruments de culture, armes, munitions, bateaux de guerre, construction de forts etc...). Ce programme de défense nationale et de construction économique allait [53] cependant se heurter à des difficultés insurmontables. D’abord, Haïti n’est pas reconnue comme État indépendant par les puissances colonialistes d’alors, dont l’Angleterre et la Hollande. Si paradoxal que cela puisse paraître, ces mêmes pays veulent commercer avec Haïti, non pas pour l’aider à se doter d’une infrastructure solide, mais pour tirer profit de ses ressources. C’est ainsi qu’en échange du café, du cacao et du sisal, ils laissent aux haïtiens des salaisons, de la farine et des étoffes de qualité inférieure. Or, un petit pays comme le nôtre, dévasté par la guerre, aurait besoin de l’aide d’une grande puissance industrielle pour se développer.

C’est l’occasion de souligner que l’aide extérieure n’a pas la signification que les donateurs y attachent. L’aide extérieure constitue un instrument de propagande politique et non de développement. Du point de vue de la théorie économique, elle ne crée aucun effet de multiplication. Au fond, le système de l’aide ne profite qu’aux pays donateurs. Car plus de 80% de l’aide y revient par le biais des importations des biens de consommation, de l’outillage militaire par les pays bénéficiaires. L’“Alliance pour le progrès” qui devait aider les pays économiquement déprimés à se relever, n’a fait qu’accentuer leurs maux. Le faux-semblant passe alors du plan économique au plan politique. On met en cause le communisme international. [54] Pour assurer la sécurité des nations prétendument libres d’Amérique latine et d’Asie, les États-Unis ne voient pas de solution en dehors des gouvernements autocrates se réclamant des “valeurs traditionnelles”. L’aide représenterait un élément positif pour le développement, si elle permettait l’intégration du peuple dans la “richesse” du pays et la “richesse” du pays dans le système de la richesse mondiale. Mais cela n’arrive pas. Voilà pourquoi, à défaut de dons véritables, nous préférons des prêts à long terme dont nous disposerions librement, conformément à nos objectifs nationaux, selon des programmes de développement qui viseraient à tirer parti du seul type d’investissement qui puisse assurer à notre pays, vu ses structures présentes, une croissance rapide : l’investissement autonome. Mais revenons à Dessalines.

Dans son effort de restaurer l’économie, il se devait de prendre des mesures susceptibles d’enrayer la fraude, la concussion et la corruption qui menaçaient de s’installer au sein de l’administration. C’est ainsi que pour réprimer les prises de possession illégales des domaines vacants, il décréta la vérification générale des titres de propriété. L’application rigoureuse de cette décision économique et les griefs voilés de certains chefs politiques décidèrent du sort de Dessalines : il fut assassiné au Pont-Rouge le 17 octobre 1806. Un historien haïtien décrit la situation [55] en ces termes : “En 1806, le premier empereur d’Haïti voulut porter quelques uns de ses concitoyens à produire les titres en vertu desquels ils prétendaient exercer des droits de propriété sur certaines portion de terrain, qui auraient dû revenir au domaine national, dont ils s’étaient emparés par fraude ou par force ; en même temps, il exigeait d’un petit nombre d’individus qui avaient occupé, sans en avoir le droit, des plantations ayant appartenu à d’anciens colons dont ils portaient les noms, de prouver par des actes ou témoignages authentiques, qu’ils pouvaient en hériter. Ces titres, ces actes, ces témoignages, peu de personnes étaient en mesure de les produire. Les faux propriétaires fomentèrent une révolte à laquelle on prit la précaution de donner une couleur politique pour en masquer la véritable cause’’ [[22]](#footnote-22).

L’hostilité étrangère et la résistance des propriétaires n’étaient pas les seuls obstacles auxquels faisaient face les projets économiques et militaires de l’empereur. Il y avait aussi le coût élevé des produits importés et l’insatisfaction des cultivateurs à qui le gouvernement ne pouvait pas garantir le quart de la récolte, octroyé par la charte agraire.

Dessalines, une fois mort, nous assistons à l’éclatement de la nouvelle classe dirigeante. [56] La lutte à la succession qui met aux prises deux chefs politiques, aboutit à la scission du pays : le Royaume du Nord dirigé par Christophe, la République de l’Ouest et du Sud gouvernée par Pétion. C’est à ce moment que nous voyons réapparaître le préjugé de couleur, vieux malaise des relations sociales, qu’utilise habilement pour faire valoir ses prétentions au trône chacune des deux branches de l’oligarchie haïtienne. Du point de vue économique, cette nouvelle phase de notre histoire allant de 1806 à 1915 marque le triomphe définitif du semi-féodalisme.

En effet, Christophe institua dans le nord une cour imposante : toutes les terres appartenaient au roi qui les distribuait aux membres de sa noblesse, composée de généraux et de colonels. Non seulement le paysan était attaché aux domaines de ces seigneurs, mais il était aussi astreint à la corvée pour la réalisation de grands travaux d’utilité publique : construction de palais, de chemins vicinaux, de routes etc... Apparemment, ce système allait à l’encontre de la loi de 1809 de Pétion qui préconisait le principe de la petite propriété, principe qui a eu des conséquences fâcheuses puisque - ne disposant pas de capitaux pour faire fructifier leurs concessions - les petits exploitants les vendaient carreau par carreau aux latifundistes. Ceux-ci, par leur position privilégiée de hauts gradés et de membres du gouvernement, pouvaient disposer d’un certain équipement [57] technique ; alors que les autres (les minifundistes) nullement favorisés, périclitaient. Il se produisit un phénomène naturel : l’appauvrissement des campagnes et un exode massif vers la ville. Nous comprenons alors que Louis Joseph Janvier ait écrit : “cet arrêté de 1809 n’était au fond qu’une mesure égoïste, il apparaît que comme une précaution de conservateur, que comme une espèce de soupape de sécurité pour ceux qui détenaient le pouvoir, plutôt que comme un acte de solidarité politique, de fraternité sociale, tout spontané, entièrement généreux’’ [[23]](#footnote-23). Ainsi, la petite propriété était constamment menacée et devenait de plus en plus précaire par l’offensive accrue des grands propriétaires. Elle le sera encore davantage sous la présidence de Boyer, le seul de nos chefs d’État à avoir pratiqué ouvertement une politique de caste. Il consolida la grande propriété en procédant à des ventes et distributions anarchiques du domaine national et en consacrant dans le code civil haïtien le droit pour le “possesseur” d’immeuble de devenir propriétaire en se prévalant de la prescription acquisitive. Des moyens de violence corporelle étaient prévus (Code rural de 1826) contre les cultivateurs qui n’auraient pas respecté des engagements déterminés par les “contrats”. Obscurantiste, Boyer se préoccupa beaucoup plus de corruption que d’éducation. Il n’hésita pas à [58] fermer les écoles qu’avaient ouvertes Christophe dans le Nord. Autocrate comme ses prédécesseurs, lui seul devait penser. Personne ne pouvait critiquer ses actes. Bien plus, il prit sur lui d’accepter l’ordonnance de Charles X qui, pour reconnaître une indépendance conquise au prix du sang et de la sueur, nous imposa une indemnité de cent cinquante millions (150,000,000) de francs [[24]](#footnote-24). Ce fut dans ces faits qui ne tenaient pas compte des aspirations et des besoins réels du peuple, que la “révolution de 1843” qui le renversa, puisa nombre de ses germes. De la cohue révolutionnaire jaillit un grand leader paysan, Jean-Jacques Acaau, qui, le premier, posa en termes clairs et à visière levée la question de couleur. Quoique illettré, il avait compris que c’est la position qu’occupe un individu dans le système de production, et non la couleur de sa peau, qui détermine sa classe sociale. Il estimait que, dans un pays comme le nôtre, le pouvoir (entendu dans son sens synthétique) devait aller à l’élément ethnique le plus fort démographiquement et culturellement, en l’occurrence le noir. Aussi se dressa-t-il contre la bourgeoisie terrienne en soulevant les paysans du Sud, traditionnellement appelés Piquets. Pour faire taire ses revendications, [59] la bourgeoisie eut recours à la politique de la doublure [[25]](#footnote-25), laquelle a prévalu dans notre pays de 1844 à 1847, soit jusqu’à l’achèvement de Soulouque, un noir analphabète. Ceux qui l’avaient proposé croyaient qu’il serait incapable de gouverner comme le furent, du reste, Guerrier, Pierrot et Riché. Ils s’étaient toutefois trompés dans leurs calculs politiques, puisque Soulouque s’était révélé un chef d’État éclairé. Sous son administration, le commerce et l’industrie portuaire connurent un certain essor ; il donna aussi une vive impulsion à l’enseignement, ce qui entraîna une augmentation de la petite bourgeoisie. Quant à Geffrard, le successeur de Soulouque, il fut sous bien des rapports un réformateur. Au plan agraire, cependant, il n’apporta aucun changement si ce n’est le fait qu’il favorisa encore davantage les couches privilégiées en leur affermant à des prix dérisoires les plantations appartenant au domaine national. Qui pis est, il donna aux paysans mulâtres qu’il fit venir des États-Unis des terres qui devraient normalement revenir aux paysans haïtiens. Ajoutons à cela la signature, sans l’approbation des chambres, d’un concordat faisant du catholicisme religion d’État. Ces actes impopulaires ont vite fait de l’emporter.

Un fait qu’il importe de souligner, c’est la prédominance de l’élément mulâtre dans l’opposition [60] contre Geffrard : Exilien, Lamy Duval, Heurtelou, Victorin Chevalier et Sylvain Salnave, le futur président. Bien plus, dans la coalition contre Salnave, nous retrouvons le mulâtre Saget et le noir Domingue qui “auraient conclu un pacte d’aide mutuelle pour se succéder au pouvoir” [[26]](#footnote-26).

La plupart des gouvernements qui se sont succédés depuis ouvrirent le pays à des monopoles américains. Cette époque devait se terminer avec l’arrivée au pouvoir d’un descendant de Dessalines, Cincinatus Leconte. Celui-ci fut déporté et tué au moment où il s’apprêtait justement à amorcer un programme méthodique et rationnel de développement. Son assassinat qui fut le prélude à une série de gouvernements éphémères et impuissants, plongea le pays dans l’anarchie, laquelle servit de prétexte aux Américains pour s’y installer. Et nous voilà soumis à une occupation militaire qui dura dix-neuf ans (1915-1934). L’abolition d’une disposition constitutionnelle qui interdisait depuis l’indépendance le droit de propriété aux étrangers, permit à l’occupant de greffer un secteur capitaliste sur la vieille structure féodale, grâce aux concessions forestières et agricoles (Shada, Reynolds Mining, Hasco, Plantation Dauphin etc...) et, en même temps, d’intégrer notre économie dans le système néo-colonial des États-Unis. [61] Notons que pour favoriser le développement de ces entreprises qui n’ont pourtant pas stimulé l’économie, il a fallu déposséder des paysans qui, pour fuir la famine, émigrèrent vers des pôles de croissance plus actifs, soit Cuba et la République Dominicaine. L’expulsion de ces paysans de leur ferme ne se serait peut-être pas produit si nos gouvernants (avant l’occupation) plutôt que de se livrer à des luttes inter-féodales avaient su organiser un vrai système cadastral. D’ailleurs, pour les achats, les ventes, les échanges de terrains agraires et autres, l’établissement d’un cadastre apparaît comme l’une des réformes les plus urgentes à accomplir. Outre cela, la réforme de la structure agraire se ramène à ceci : regrouper et agrandir les unités de production jusqu’au seuil de rentabilité, encadrer techniquement les exploitants, repenser la politique de crédit aux cultivateurs, diversifier la production et transformer sur place les matières premières.

*— C’est beau, théoriquement. Mais...*

*—* En pratique, il faudrait au préalable une main-d’oeuvre qualifiée et des marchés où écouler les produits, toutes conditions qui supposent déjà un niveau de vie élevé comme le possèdent le Canada, le Mexique ou l’Argentine. Curieux paradoxe, n’est-ce pas ? Un pays est pauvre parce qu’il est pauvre, sa pauvreté engendre la pauvreté.

[62]

Du point de vue politique, la période de l’occupation se caractérisa par la réorganisation technique de l’armée et la suprématie mulâtre. Sudre Dartiguenave, Louis Borno, Eugène Roy, Sténio Vincent et, plus tard, Elie Lescot dirigèrent successivement le pays. C’est, d’ailleurs, au nom de la majorité noire que Dumarsais Estimé réclama le pouvoir en 1946. Le noirisme qu’il brandissait n’était destiné qu’à masquer ses véritables intentions : raffermir la domination impérialiste et défendre les intérêts des spéculateurs en denrées, de la bourgeoisie agro-exportatrice. N’étaient la conjoncture économique (prospérité artificielle créée par la commercialisation des produits exportables après la deuxième guerre mondiale) et l’appui des secteurs importants de la bourgeoisie et de l’armée, les gouvernements d’Estimé (1946-1950) et de Magloire (1950-1956) n’auraient pas pu demeurer si longtemps au pouvoir. Depuis lors, nous fûmes témoins d’une dégénérescence accélérée de nos structures internes. Cette dégénérescence fit ressurgir la crise socio-politique qui, superficiellement conjurée en 1915, permit à Duvalier de s’emparer des destinées de la nation en 1957. Comme ceux qui l’ont précédé, Duvalier n’a pas cherché à juguler la crise ; il s’est surtout appliqué à accentuer notre dépendance. Cette crise dont les origines remontent aux environs de 1893, atteint son apogée entre 1967 et 1972 : prolifération d’entreprises manufacturières [63] canado-américaines, création d’une psychose de peur et de crainte. Elle a pris naissance avec la mainmise du capital étranger sur l’économie nationale et la spécialisation de notre pays dans la vente des produits d’exportation.

Avec Duvalier pourtant, compte tenu de son passé [[27]](#footnote-27), nous pensions que le temps du colonialisme économique, de l’oppression sociale à l’allure libérale approchait inexorablement de sa fin. Mais vaine fut notre attente, car il se comporta à la présidence comme Somoza ou Batista. Le pouvoir lui suffisait et, pour le garder, il faisait preuve d’une fermeté intransigeante. Il s’est maintenu au timon des affaires de l’État en flattant le nationalisme de ses compatriotes. Mais ses actes démentaient ses propos démagogiques. Il cultivait un certain chauvinisme des noirs, mais c’était pour mieux camoufler la mise au pillage de nos richesses naturelles. L’entente (35 ans) que M. Duvalier conclua avec la Wendell Philipps Oil, compagnie anglo-américaine, pour l’exploration de toutes les eaux territoriales, en plus des régions pétrolifères intérieures (8,700.000 ha.), illustre avec éclat cette attitude. Mais là ne s’arrête pas la liquidation du patrimoine national. La Dupont Caribbean Inc., compagnie [64] américaine, obtint File de la Tortue, soit 20,250 hectares. Aux financiers canadiens, suisses et américains furent cédées des plages, des zones littorales pour la construction d’hôtels et l’installation de chaînes touristiques. Il est évident qu’aucun gouvernement le moindrement progressiste ne peut envisager de renouveler ces concessions, ni de les proroger dans les conditions où elles ont été accordées.

PRODUCTION  
EN MILLIERS DE TONNES MÉTRIQUES [[28]](#footnote-28)

|  |  |
| --- | --- |
| Année | milliers de tonnes |
| CAFÉ | |
| 1966 | 27.9 |
| 1967 | 24.8 |
| 1968 | 27.8 |
| 1969 | 24.8 |
| 1970 | 27.8 |
| 1971 | 4.8 |
| FÈVES DE CACAO | |
| 1966 | 3.3 |
| 1967 | 3.9 |
| 1968 | 2.0 |
| 1969 | 4.0 |
| 1970 | 3.7 |
| 1971 | 4.0 |

[65]

|  |  |
| --- | --- |
| Année | milliers de tonnes |
| MAÏS | |
| 1966 | 250 |
| 1967 | 211 |
| 1968 | 211 |
| 1969 | 235 |
| 1970 | 235 |
| 1971 | 235 |
| CUIVRE | |
| 1966 | 2.8 |
| 1967 | 2.3 |
| 1968 | 1.6 |
| 1969 | 1.8 |
| 1970 | 1.7 |
| 1971 | inconnu |
| ARGENT | |
| 1966 | .2 |
| 1967 | 1 |
| 1968 | — |
| 1969 | 1 |
| 1970 | 1 |
| 1971 | 1 |

*— Comment a-t-il pu si longtemps abuser ses concitoyens ?*

— En s’appuyant sur le paternalisme politico-religieux (il régnait en maître absolu et se présentait au peuple comme son chef spirituel), et la corruption qu’il avait alors élevée à la dignité [66] d’une technique de gouvernement. La médiocrité, la hiérarchie, le manque de courage, la favoritisme, l’ordre, telles étaient les vertus pratiquées en terre haïtienne au temps de M. Duvalier-père. En un mot, ce qui a caractérisé la vie politique haïtienne durant les quatorze ans qu’il est resté au pouvoir, c’est le muselage de l’opinion, c’est le centralisme présidentiel. Tout est subordonné au bon vouloir du chef de l’État : ainsi, il se forme dans l’administration des réseaux d’influence, des liens d’amitié qui procurent des avantages économiques, ouvrent des voies de mobilité sociale à des groupes partisans.

À la neutralisation des forces sociales (renforcement des corps spéciaux tels que la police, l’armée ; mise sur pied d’une milice ; existence d’une dictature personnelle omniprésente, autant d’indices qui rappellent le fascisme) et la vénalité - bases théoriques et scientifiques du duvaliérisme - s’ajoute la méfiance de la population à l’endroit de toute tentative de changement, surtout si elle risque d’amener de nouvelles défaites. Cette méfiance nourrit en quelque sorte le régime duvaliériste. C’est ici qu’apparaît l’importance de l’éducation politique, comme pratique de lutte. Dissiper la crainte, l’incertitude, les réticences où se trouve plongé le peuple, dénoncer les formes particulières et conjoncturelles que prend l’idéologie bourgeoisie (nationalisme bourgeois, réformisme), dénoncer [67] aussi les déformations de l’idéologie prolétarienne dont le gauchisme et l’opportunisme ; voilà, en brèves hachures d’idées, l’essentiel de la lutte idéologique. Cette dénonciation des courants idéologiques, imprégnés de l’humanisme bourgeois doit, certes, s’accompagner d’une clarification constante de la ligne idéologique des classes populaires (ouvriers, paysans). Une telle fonction ne peut être assumée que par une opposition unie, cohérente et soucieuse d’investir ses activités d’un contenu révolutionnaire. Malheureusement, nous devons reconnaître que la tendance dans les milieux de l’opposition haïtienne à l’étranger est aux coups de gueule intermittents (d’aucuns se réclament du marxisme-léninisme, d’autres prétendent que le marxisme-maoïsme est la seule doctrine valable, d’autres enfin se font étiqueter marxistes-réformistes ou marxistes-révisionnistes, etc., et à l’isolement, et non au regroupement des forces. En d’autres termes, les mouvements de gauche accordent plus d’importance à leur propre développement qu’au travail de solidarité, de formation et d’unité organisationnelle qui, au stade actuel du combat social que nous menons, doit être prioritaire. Ces mouvements doivent être moins des pôles de discussions théoriques que des noyaux de militants organisés. Une fois structurée, unifiée, organisée, la “gauche haïtienne” doit préciser les modes et moyens d’action qu’elle entend emprunter pour sensibiliser [68] l’opinion internationale à la “cause haïtienne”, pour mobiliser tous nos compatriotes et débarrasser notre pays du semi-colonialisme. La gauche haïtienne devra également nous renseigner sur la nature de ces modes et moyens. Seront-ils divisifs ou intégratifs ? Sera-ce le terrorisme ou le processus électoral ? La lutte armée ? Les pétitions ? Les marches ? Et quoi d’autre encore ? À toutes ces questions que se posent sous une forme ou une autre des milliers d’haïtiens, il faudra des réponses claires, précises.

Résumons. Tous les bouleversements qui ont jalonné notre histoire manifestent la tendance vers un nouvel équilibre, mais c’est toujours le remplacement d’une structure désuète par une autre souvent pire. Ils n’ont jamais pu rompre l’équilibre économique, ni porté atteinte aux positions de la bourgeoisie, classe-relai du capital canado-américain.

De plus, la question de couleur a été utilisée comme plate-forme dans la vie politique haïtienne. Cet élément de fossilisation des rapports sociaux (surtout aux époques de crise électorale) disparaîtra dès l’instant où seront éliminées les inégalités économiques, où les masses parviendront effectivement à la gestion technique de l’État et de l’économie.

Dans l’immédiat, les perspectives de libération ne sauraient être envisagées sans un régime [69] de collaboration de classe, dans lequel les ouvriers et les paysans joueraient le rôle hégémonique. La petite bourgeoisie peut exercer le leadership de cette libération à condition de devenir organique des forces populaires, de renoncer à ses intérêts de classe. Cela suppose une modification radicale dans ses habitudes de penser et d’agir, une entente sans fissure, sans lézarde. Il ne s’agit nullement pour la petite bourgeoisie de se substituer aux masses. Elle doit se faire l’écho de leurs aspirations fondamentales, les aider à se hisser au niveau d’une conscience claire.

*— Vous semblez donc préconiser la violence comme moyen de libération économique des haïtiens...*

— Wow. Un instant. Vous concluez un peu vite. Sans entrer dans une discussion détaillée qui excéderait le propos de cet essai, essayons de dissiper certains malentendus. D’abord, le vocable de violence est malaisé à définir. Pour le cerner, il faut se référer à un niveau de civilisation, à un état de société. Considérée hors de son contexte, la violence n’a aucune signification. Car ce qui est violence pour un homme de la brousse africaine ne l’est pas forcément pour un autre vivant dans une société de consommation. Faute de poser ces prémisses, nous ne pouvons parler de violence que d’une manière abstraite.

[70]

Est violence toute forme de contrainte physique, de domination et d’exploitation. Celle-ci se manifeste dans toute société politiquement organisée. Mais la violence la plus connue est la violence politique. Envisagée à l’échelle nationale, elle est synonyme de changement ; elle appelle le sang. Cette violence-là résulte le plus souvent du blocage des mutations nécessaires, de l’affrontement entre la nécessaire disparition du statu quo et la non moins nécessaire continuité de ce même statu quo. Ainsi sont nés les grands bouleversements sociaux que nous avons connus jusqu’ici : juillet 1776 (révolution américaine), juillet 1789 (révolution française), janvier 1804 (révolution haïtienne), juillet 1959 (révolution cubaine). Signalons incidemment que le partage du monde s’est fait et se fait encore par le moyen de la guerre. Signalons aussi que l’organisation politique (l’État) incarne en soi la violence physique, elle dispose de la force, détient le monopole de l’emploi légitime de la contrainte politique. Ce qui précède ne nous autorise pas pourtant à ne voir dans l’État qu’un appareil de répression.

*— Toutes ces considérations un peu savantes... c’est pour arriver à* *quoi ?*

— Mais à ceci : *en premier* *lieu*, la violence est multiforme. Tantôt, elle prend l’allure d’un colonialisme économique ; tantôt aussi, elle revêt [71] aussi le caractère d’une domination linguistique ou culturelle ; parfois également, elle se montre sous l’aspect grimaçant de la matraque. Haïti relève de toutes ces situations ; car la violence y est globale, totale.

*En second lieu*, la répression n’est pas le seul visage de l’État, quel que soit le système économique dont il est l’expression. L’organisation politique possède autant une image protectrice et créatrice. Il arrive (ou peut arriver) que des groupes de pression aient recours à son pouvoir décisionnel, à sa puissance contraignante pour atteindre ses objectifs de sécurité, de justice ou autres. Si jamais les tenants du pouvoir n’inspirent pas confiance, nous voyons surgir alors du côté de ces groupes un tollé de protestations visant à renverser ou éclabousser lesdits tenants. Ces réflexions ne s’appliquent qu’aux pays pratiquant une certaine tradition démocratique.

*Enfin*, la force brutale n’engendre pas indubitablement le progrès ; celui-ci, toutefois, ne ce conçoit pas sans risques de violence. En d’autres mots, la violence révolutionnaire n’est justifiable que dans la mesure où elle devient l’accoucheuse d’une société nouvelle, d’une société fondée sur une répartition équitable des richesses et des privilèges. Bref, ce qui est véritablement essentiel, c’est donc la conjoncture.

[72]

Somme toute, ce que nous suggérons pour Haïti, - au terme de ce cheminement critique - c’est l’élaboration d’une stratégie socialiste de développement, d’une stratégie planifiée, laquelle ne doit pas être confondue avec le réformisme de type social-démocrate. Les quelques considérations socio-économiques émaillant la présente analyse s’inscrivent dans le contexte de cette stratégie planifiée. Elles doivent être liées à un projet d’ensemble visant à produire une amélioration globale et absolue.

[73]

Liste des chefs d’État haïtiens

[Retour à la table des matières](#tdm)

|  |  |
| --- | --- |
| Jean-Jacques Dessalines, noir | 1804-1806) |
| Henry Christophe, noir | 1806-1806) |
| Alexandre Pétion, mulâtre | 1806-1816) |
| Jean-Pierre Boyer, mulâtre | 1816-1843) |
| Rivière Hérard, mulâtre | 1843-1844) |
| Philippe Guerrier, noir | 1844-1845) |
| Louis Pierrot, noir | 1845-1846) |
| Jean-Baptiste Riche, noir | 1846-1847) |
| Faustin Soulouque, noir | 1847-1859) |
| Nicolas Géffrard, mulâtre | 1859-1867) |
| Sylvain Salnave, mulâtre | 1867-1869) |
| Nissage Saget, mulâtre | 1870-1874) |
| Michel Domingue, noir | 1874-1876) |
| Boisrond Canal, mulâtre | 1876-1879) |
| Lysius Salomon, noir | 1879-1888) |
| Florvil Hypolite, noir | 1889-1896) |
| Tirésias Simon, noir | 1896-1902) |
| Nord Alexis, noir | 1902-1908) |
| Antoine Simon, noir | 1908-1911) |
| 28 juillet 1915 | (Occupation d'Haïti par les forces militaires des U.S.A.) |
| [74] |  |
| Sudre Dartiguenave | (1915- 1922) |
| Louis Borno, mulâtre | (1922-1911) |
| Louis-Eugène Roy, mulâtre | (Avril - Nov. 1930) |
| 5 juillet 1934 | fin de l'occupation américaine |
| Sténio Vincent, mulâtre | (1930-1941) |
| Elie Lescot, mulâtre | (1941- 1946) |
| Dumarcais Estimé, noir | (1946-1950) |
| Paul-Eugène Magloire, noir | (1950- 1956) |
| François Duvalier, noir | (1957-1971) |

[75]

Références bibliographiques

[Retour à la table des matières](#tdm)

Ardouin, Beaubrun, *Étude sur l’histoire d’Haïti*, Dezoby, Paris, Vol. 2 et 3.

Aron, Raymond, *La lutte des classes*, Coll. Idées, Gallimard.

Barre, Raymond, *Manuel d’économie politique*, tomes I et II.

Bettelheim, Charles, *La transition vers l’économie socialiste*, Coll, économie et socialisme, Maspéro, France.

Bettelheim, Charles *Problèmes théoriques et pratiques de la Planification,* Coll, économie et socialisme, Maspéro, France.

Césaire, Aimé, *Discours sur le colonialisme,* Présence Africaine, Paris, 1955.

Charles, G. Pierre, *L’économie haïtienne et sa voie de développement*, Paris.

Charlier, Dr Etienne, *Aperçu sur la formation historique de la nation haïtienne*. Les Presses Libres, Port-au-Prince, Haïti 1954.

Dalencour, Dr François, *Histoire de la nation haïtienne*, Port-au-Prince, Haïti, 1930.

Dartigue, M., *Les conditions rurales en Haïti*, Imp. de l’État, Port-au-Prince, Haïti 1938.

[76]

David, Placid *L’héritage Colonial,* Madrid 1950.

Desbien, Gabriel, *Travaux d’histoire sur Saint-Domingue (1937-58)*.

Dorsainvil, J.-B., *Abrégé d’histoire d’Haïti,* Imp. de l’État, Port-au-Prince, Haïti.

Dorsainvil, J.-C., *Manuel d’histoire d’Haïti*, Imp. Henri Deschamps, Port-au-Prince, Haïti.

Douyon, Dr Emerson *Culture et Développement en Haïti* (Symposium). Ed. Leméac, 1972.

Durand, Dr Rony, *Les conditions de la croissance économique d’Haïti,* Revue de la Faculté d’Ethnologie, no 7, Port-au-Prince.

Duvalier, Dr François *Éléments d’une doctrine,* Coll. Oeuvres essentielles, Imp. de l’État, Port-au-Prince, 1966.

Duverger, Maurice *Introduction à la Politique*, Coll. Idées, Gallimard, Paris 1964.

Edouard, Dr Francisque, *Perspectives de développement économique en Haïti*, Port-au-Prince*;* Ed. Henri Deschamps, 1968.

Elie, Louis, *Histoire d’Haïti,* tome I, Port-au-Prince, 1944.

Fanon, Frantz, [*Les damnés de la Terre*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030294731), petite coll. Maspéro.

Firmin, Anténor, [*Roosevelt et Haïti*](http://classiques.uqac.ca/classiques/firmin_antenor/Roosevelt_et_Republique_Haiti/Roosevelt.html)*,* 1905, N. Y.

Gorz, André, *Réforme et Révolution,* Coll. Politique, Seuil.

[77]

Halbwachs, Maurice, *Les classes sociales,* cours dispensé à la Sorbonne Centre de documentation universitaire, Paris.

Jalée, Pierre, *Le pillage du Tiers-Monde*, petite coll. Maspéro.

Janvier, Louis-Joseph *Les constitutions d’Haïti*, Marpon et Flammarion, Paris.

Laurent, Gérard, *Coup d’oeil sur la politique de Toussaint Louverture*, Librairie d’histoire et de géographie, Port-au-Prince.

Laurent, Gérard *Six études sur Jean-Jacques Dessalines,* Imp. les Presses Libres, Port-au-Prince.

Leyburn, James, *The Haytian People*.

Madioux, Thomas *Histoire d’Haïti*, Imp. Ang. Héraux, Port-au-Prince, tomes I et II ; 1923.

Malenfant, *Les colonies particulièrement de celle de Saint-Domingue*. Audibert, Paris.

Marcelin, Frédéric, *Marilisse,* lmp. St-Denis, Paris 1903.

Marcelin, Frédéric, *Questions haïtiennes,* Imp. Jugelmann, Paris.

Marcelin, Frédéric

*Thémistocle Epaminondas,* Labasterre, lmp. Saint-Denis, Paris 1901.

Mars, Dr Jean-Price, *Le préjugé de couleur est-il la question sociale ?* Imp. les Antilles, 1967.

Mars, Dr Jean-Price [*La vocation de l’élite*](http://classiques.uqac.ca/classiques/price_mars_jean/vocation_de_elite/vocation_de_elite.html)*,* Imp. Chenet, Port-au-Prince, 1919.

Marx, Karl, *Oeuvres choisies,* tome V, coll Idées, Gallimard.

[78]

Moravia, Charles Revue *“Le temps”,* août 1934.

Paul, Emond *Le Salut de la Société,* Port-au-Prince.

Perroux, François *Economie et Société.* P.U.F. 1960.

Perroux, François, *Matériaux pour une analyse de la croissance économique.* Cahiers de l’Institut de Science économique et appliquée, Paris, série D, no 9, 1955.

Perroux, François, *Théorie générale du progrès économique*, Cahiers de l’I.S.E.A., série 1, no 1, 1956.

Philip, André, *Histoire des faits économiques et sociaux*, Paris 1967.

Piquion, Dr René, *Masques et Portraits*, Les Presses Nationales d’Haïti, Port-au-Prince 1967

Poulantzas, Nicolas *Pouvoir politique et classes sociales.* Petite coll. Maspéro.

Sanon, Pauléus, *Histoire de Toussait Louverture*, Imp. Aug. Héraux, Port-au-Prince, Haïti 1929.

Sauvy, Alfred, Les ombres de la France riche, “*Nouvel Observateur*”, juin 1955.

Williams, Eric, *Capitalisme et Esclavage,* Présence Africaine, 1968.

[79]

TABLE DES MATIÈRES

Domination économique [13]

Paysans [17]

Causes de notre retard économique [19]

Culture [22]

Situation de l’enseignement et éléments de solution [24]

Bourgeoisie [30]

Classe ouvrière [35]

Petite Bourgeoisie [36]

Schéma [40]

Avant-garde [42]

Préjugé de couleur [43]

Amérindien [44]

Esclaves affranchis [45]

Révolution française [47]

Marronnage [48]

Semi-féodalisme [49]

Etape louverturienne [50]

Indépendance [51]

[80]

Aide extérieure [53]

Occupation américaine [60]

Cadastre [61]

Crise [63]

Tableau [64]

Duvalier [66]

Gauche [68]

Stratégie socialiste [68]

Violence [69]

Liste des chefs d’État [73]

Références bibliographiques [75]

1. George Grant, *Lament for a nation*, McClelland and Stewart, Toronto, 1965. [↑](#footnote-ref-1)
2. La plus petite division administrative d'un territoire, administré par un conseil de ville. [↑](#footnote-ref-2)
3. Signalons l'existence en Haïti d'une banque de développement agricole. Cet institution est loin de réaliser les objectifs pour lesquels elle a été créée : accorder des prêts aux cultivateurs pour l’achat d’équipement, accroître la production etc.. [↑](#footnote-ref-3)
4. *Tribune des Nations*, septembre 1969. [↑](#footnote-ref-4)
5. Contrairement à l’opinion traditionnelle, le vaudou n’est pas un ensemble de croyances hétérogènes, ni de pratiques superstitieuses. C’est une religion monothéiste. Comme le catholicisme le vaudou possède ses chants rituels, sa cosmogonie et son canon (oral). Comme le catholique, le vaudouisant croit en l'existence d'un être supranaturel, omniscient et omnipotent qui gouverne l’univers. [↑](#footnote-ref-5)
6. Justin Lhérisson, *La Famille des P’tite-caille*, 2e éd. Paris Didot, 1929. [↑](#footnote-ref-6)
7. *Conseil inter-américain de l’Alliance pour le progrès*, 1969, p. 91. [↑](#footnote-ref-7)
8. *Tableau de l'École haïtienne*. Séminaire pour l'amélioration de l'enseignement, p. 5. [↑](#footnote-ref-8)
9. *Tableau de l'École haïtienne*, p. 11. [↑](#footnote-ref-9)
10. *Tableau de l'École haïtienne*, pp. 22, 23, 25. [↑](#footnote-ref-10)
11. Idem. [↑](#footnote-ref-11)
12. *Bulletin de la Secrétairerie d'État de la Coordination et de l’information*, vol. I, no 3, 20 octobre 1973. [↑](#footnote-ref-12)
13. Guy Pierre, *Bilan économique du Duvaliérisme.* [↑](#footnote-ref-13)
14. Gérald Brisson, *Les Relations agraires dans l’Haïti contemporaine*, p. 17. [↑](#footnote-ref-14)
15. Dr Rony Durand, Les Conditions de la croissance économique d’Haïti, *revue de la Faculté d’Ethnologie d’Haïti*, no 7. [↑](#footnote-ref-15)
16. Gérald Brisson, *Les relations agraires*... [↑](#footnote-ref-16)
17. J-A Saco, *Historia de la esclavitud de Los indios, en el nuevo mundo*, La Havane 1932, ed. préface de F. Ortiz. [↑](#footnote-ref-17)
18. Hannibal Price, [*De la réhabilitation de la race noire par la République d'Haïti*](http://classiques.uqac.ca/classiques/price_hannibal/rehabilitation_race_noire_haiti/rehabilitation_race_noire_haiti.html), p. 193. [↑](#footnote-ref-18)
19. Colonel Nemours, *Histoire militaire de la guerre d’indépendance de Saint-Domingue*, p. 33. [↑](#footnote-ref-19)
20. Barros, Docteur Jacques, *Cour d’histoire coloniale,* 1966-67. [↑](#footnote-ref-20)
21. Le même jour. Dessalines reçoit des généraux l’ancien titre colonial de gouverneur. Mais huit mois plus tard, il se fera nommer empereur parce que “le titre de gouverneur général ne convient pas au chef d'un État indépendant ”. [↑](#footnote-ref-21)
22. Dr. Louis-Joseph Janvier, *Les affaires d’Haïti*, p. 155. [↑](#footnote-ref-22)
23. Hénock Trouillot, *Réponse à Perceval Thoby*, Coll, du Nouvelliste, sept. 1957. [↑](#footnote-ref-23)
24. Cette somme a été ramenée à 60 millions, la France ayant reconnu, “après avoir compulsé à loisir les comptes généraux de la République de 1818 à 1935”, l’incapacité de payer du gouvernement haïtien. [↑](#footnote-ref-24)
25. La politique de doublure consistait à mettre au pouvoir un noir ignorant et gouverner à sa place. [↑](#footnote-ref-25)
26. Dr J.-C. Dorsainvil, *Histoire d’Haïti*, éd. Henri Deschamps, p. 252. [↑](#footnote-ref-26)
27. Ancien secrétaire général du mouvement des ouvriers et des paysans (M.O.P.) fondé en 1946 par Daniel Fignolé ; ancien médecin de campagne, il s’était familiarisé aux problèmes des masses de l’arrière-pays. [↑](#footnote-ref-27)
28. *Annuaire* statistique de l'O.N.U. 1972. [↑](#footnote-ref-28)